

La 5G en Wallonie : un « oui », beaucoup de « mais »...

La 5G : un Graal pour certains, un démon pour d'autres. Pour y voir plus clair, le gouvernement wallon a demandé l'avis d'experts. Qui se sont étripés en mettant tous les enjeux en lumière.

MICHEL DE MUELENAERE

Tout le monde n'en est peut-être pas conscient, mais le débat (?) sur la 5G contient toutes les promesses d'une empoignade majeure et, s'il est mal mené, d'une nouvelle fracture entre une partie de la population et les décideurs. On sent les opérateurs et certains milieux économiques très impatient de voir se lever les obstacles ; une partie de la population sceptique, voire effrayée ; les experts divisés ; les politiques dans leurs petits souliers – mais souvent très sensibles aux arguments des milieux économiques. Et, à l'analyse, il est difficile de trouver des éléments vérifiés et tangibles auxquels se rattacher...

Une nouvelle preuve de cette complexité est apportée par le premier rapport d'expertise parvenu au gouvernement wallon et qui a été adressé aux parlementaires. Ce document a été rédigé par un groupe de 13 chercheurs, scientifiques et académiques, à l'exception d'Olivier de Wasseige, présent au titre d'administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises. Leur mission : évaluer le déploiement de la 5G pour l'environnement, la santé, l'efficacité économique, la sécurité des données et le respect de la vie privée.

Si l'on se contente de lire les conclusions du rapport dont *Le Soir* a pu prendre connaissance, les choses sont

claires : le potentiel de la 5G, lit-on, peut « constituer une vague d'innovations pour les chercheurs et les entreprises ». En ce sens, le déploiement « apparaît comme une opportunité à saisir pour le développement économique de la Wallonie ». Les particuliers en bénéficieront eux aussi : « des télécommunications et une connectivité de qualité » doivent désormais être considérées comme un « besoin de première nécessité ». Le groupe invite donc la Wallonie à pousser le fédéral à permettre le déploiement des réseaux 5G et à « utiliser l'ensemble des compétences » afin de s'assurer que « l'économie et les citoyens bénéficient des plus-values » de ce nouveau standard de télécommunication sans fil ultra-rapide. Et de mettre en garde : à défaut, la Région se fera « distancer technologiquement », des entreprises pourraient délocaliser et la Wallonie perdrait en « attractivité » auprès des investisseurs étrangers. En avant donc, avec déjà des tests dans des « zones clés présentant un potentiel de développement, par exemple les zones d'intérêt économique ou d'activité économique ».

« Informer » la population

Il faut évidemment, dit le groupe, que les citoyens bénéficient d'une « information aussi objective que transparente ». Il est à noter qu'à plusieurs reprises, les opérateurs de télécoms ont refusé de fournir aux experts wallons

des données sur l'utilisation de leurs réseaux et sur les chiffres précis de consommation électrique... Il ne faut néanmoins « pas faire fi » « des préoccupations que cette technologie innovante soulève en matière de santé, d'éthique, d'environnement et de transitions énergétique et climatique », concluent encore les experts. On doit « améliorer l'état des connaissances sur les effets biologiques et sanitaires des radiofréquences », anticiper les risques et assurer un suivi en matière de santé, d'environnement et de climat. Le rapport recommande quand même que la Wallonie révise ses normes d'exposition aux rayonnements pour les faire « converger avec les régions et pays voisins ».

Voilà pour le vernis. Mais se plonger dans les 124 pages du rapport donne une tout autre image et révèle que le groupe d'experts a sans doute frôlé l'explosion en plein vol. Très complet sur le plan technique, le document fait en effet l'objet de deux « notes minoritaires » pour son chapitre santé. Elles apportent notamment de sérieuses nuances aux conclusions rassurantes sur l'effet des radiofréquences sur la santé et sur les effets possibles de la 5G. Les conclusions générales sont quant à elles accompagnées de pas moins de quatre « notes de réserve ».

Beaucoup de réserves

Historien des sciences à l'ULB, Grégoire Wallenborn déplore que « les recommandations ont commencé à être rédigées tandis que nous ne savions pas exactement ce que contiendrait le rapport, alors qu'en toute logique elles auraient dû être issues du rapport ». Certains experts qui ont exprimé des réflexions plus globales sur le « tout au numérique » ou nuancé « l'imaginaire socio-technique » entourant la 5G sont accusés par Olivier de Wasseige d'avoir « un jugement négatif sur le numé-

rique ». Jérémie Grosman, expert en droit du travail à l'université de Namur, affirme que de Wasseige lui a refusé d'introduire une note minoritaire dans la partie socio-économique, radicalement favorable à un déploiement rapide de la 5G. « Ma mission d'expertise a été entravée de façon systématique », lâche-t-il. Alors que le représentant des patrons wallons déplore de trouver dans le rapport une « sémantique ne relevant pas toujours de l'objectivité que l'on pourrait attendre d'un groupe d'experts », Marie-Christine Dewolf, experte en santé-environnement à la province de Hainaut, s'étonne de la présence de ce dernier au sein d'un groupe « dit indépendant » en l'absence de représentants de l'Union des villes et des communes et de la société civile. Ambiance...

Outre l'impact sur la santé qui a divisé les experts, la question de « l'effet rebond » fait aussi l'objet de controverses. Plusieurs études relèvent que si la 5G est moins énergivore au niveau des antennes, l'explosion du trafic résultant de la consommation de données et de la multiplication des antennes fera plus que compenser l'efficacité énergétique. Résultat : la 5G, c'est plus de consommation d'énergie et plus d'émissions de CO₂. Quant aux multiples utilisations futures de la technologie, certains parlent d'une « économie de la promesse », même après avoir interrogé de potentiels utilisateurs industriels.

Au-delà de ces polémiques, le rapport tout en nuances chaotiques reste très éclairant sur les nombreux enjeux de ce dossier ultrasensible. Il a le mérite d'aller au-delà de l'analyse purement économique, même si celle-ci reste clairement le fil rouge dominant. Il décevra en tout cas ceux qui attendent une réponse claire à la question : bon ou pas bon ? La grenade est dans le camp du politique...

5G, pour quoi faire ?

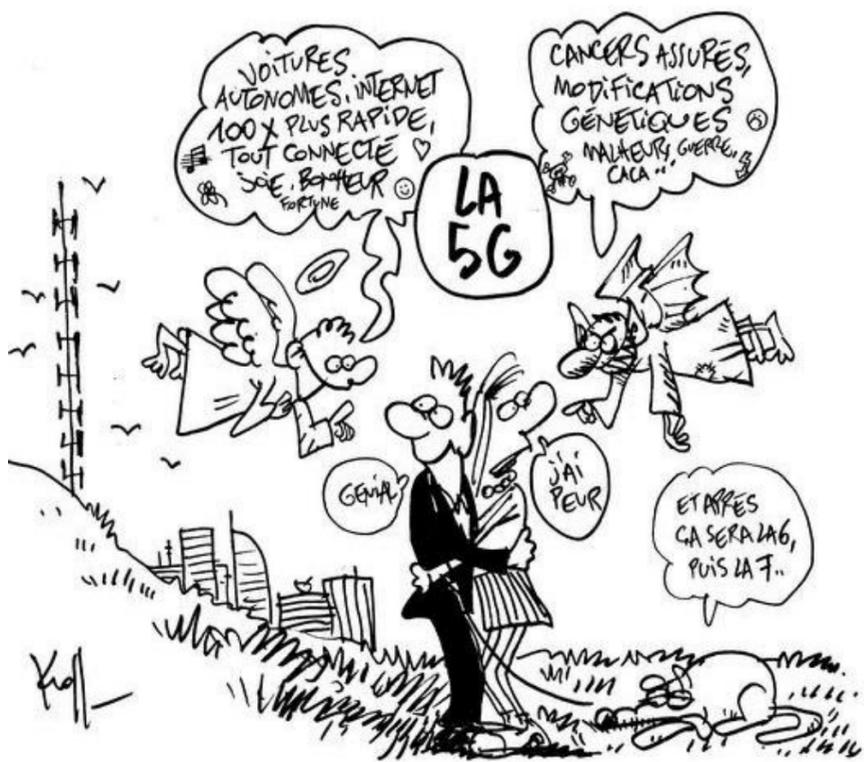
Grâce à un débit beaucoup plus rapide que la 4G (une seconde suffirait pour télécharger jusqu'à 20 Gb) et un temps de réaction extrêmement rapide, la 5G multiplie d'autant les possibilités ouvertes par les connexions sans fil. Jusqu'à un million d'objets connectés au km² pourraient ainsi être branchés. Les opérateurs et industriels y voient un potentiel considérable pour un grand nombre de secteurs : les transports (les véhicules autonomes), la fabrication (télémaintenance), l'agriculture (fertilisation de précision), l'énergie (réseaux intelligents), le bâtiment (la domotique), les loisirs et les médias (la réalité augmentée), la santé (télémédecine), l'administration (les villes intelligentes) et le secteur public (la surveillance des infrastructures). Enfin, le déploiement de la 5G permettrait d'éviter la saturation des réseaux 4G dans les endroits les plus peuplés.

M.D.M.



La 5G, c'est plus de consommation d'énergie et plus d'émissions de CO₂. © DR

KROLL



Les recommandations ont commencé à être rédigées tandis que nous ne savions pas exactement ce que contiendrait le rapport

Grégoire Wallenborn
historien des sciences à l'ULB

”